



# LIBÉRER LE POTENTIEL DE L'AGRICULTURE

## Analyse des chaînes de valeur agricoles dans le paysage de Yangambi

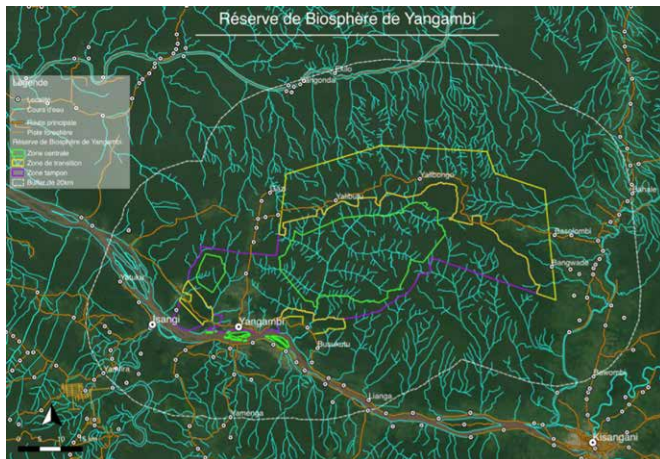
L'intervention de l'Union européenne à travers le 11ème Fonds européen de développement (FED) inscrit le secteur de l'environnement, de la conservation de la biodiversité et de l'agriculture durable dans les priorités nationales de la République démocratique du Congo (RDC). Le projet Formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo (FORETS) contribue au développement du paysage centré sur la Réserve de biosphère de Yangambi (RBY).

### FORETS poursuit un objectif principal :

Contribuer à la protection et à la valorisation du capital environnemental unique de la RDC en préservant l'intégrité de la RBY et en augmentant les retombées économiques positives pour les populations locales.

### Que sous-tendent trois objectifs spécifiques :

- Contribuer à la conservation et la valorisation de la biodiversité et des services écosystémiques de la RBY, par la préservation de son intégrité et une amélioration de la gestion/gouvernance.
- Encourager et valoriser durablement la production agricole et forestière au bénéfice du développement socio-économique des populations des zones tampons et d'influence de la RBY.
- Atténuer la déforestation des écosystèmes naturels, cause principale du changement climatique au niveau global, et augmenter la séquestration de carbone par l'action de protection, restauration, valorisation et gestion durable des ressources naturelles dans et autour de la RBY.



**Fig. 1 : Zone d'intervention.**

Considérant le fort potentiel agricole de la Province de la Tshopo, une étude menée en décembre 2017 a analysé les principales chaînes de valeur agricoles pouvant être capitalisées pour améliorer les moyens de subsistance des populations riveraines de la Réserve de Biosphère de Yangambi (RBY) et réduire ainsi la pression qu'elles exercent sur cette réserve.

La première phase de cette étude visait les objectifs suivants :

- identifier les chaînes de valeurs agricoles prioritaires dans la Province de la Tshopo ;
- dresser une cartographie des chaînes de valeur sélectionnées ;
- analyser l'utilisation des récoltes de chaque culture prioritaire chez les petits producteurs.

La seconde phase était consacrée à la réalisation d'une étude de marché évaluant la demande des produits, les prix, les préférences et la prédisposition des consommateurs à payer pour de nouveaux produits dérivés des cultures préalablement sélectionnées.

Les données de cette étude ont été collectées dans deux territoires hébergeant la RBY (Isangi et Banalia) ainsi que dans la ville de Kisangani où est écoulée une grande partie de la production agricole de ces territoires.

Les auteurs de l'étude ont tout d'abord passé en revue les études similaires déjà effectuées dans la zone. Ils ont ensuite organisé des groupes de discussion avec les acteurs-clés que sont les producteurs, transformateurs, transporteurs et commerçants de la région. Ces entretiens ont permis de comprendre les grandes contraintes, menaces et opportunités relatives à ces chaînes de valeur. Pour finir, des enquêtes ont été menées auprès de trois catégories de consommateurs ou utilisateurs des produits dérivés des cultures ciblées, à savoir : (i) les ménages, (ii) les restaurants et écoles, et les (iii) fermes et usines.

Les sites d'enquêtes ont été sélectionnés sur base des critères suivants :

- forte prévalence de la déforestation ;
- potentiel agricole (fertilité et disponibilité d'espaces cultivables) ;
- accessibilité physique (route et sécurité) ;
- densité de population.

La Province de la Tshopo dispose de conditions agroécologiques susceptibles d'assurer une forte production agricole et de contribuer au développement socio-économique de sa population et du pays en général.

Malgré ce potentiel considérable, cette province connaît une grande insécurité alimentaire et nutritionnelle avec un taux de pauvreté élevé. Les principales causes en sont la faible productivité, diversification et valorisation de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

De surcroît, le manque d'encadrement technique, la difficulté à se procurer des intrants de qualité et des équipements, la baisse de fertilité des sols, la prolifération des maladies et ravageurs, l'absence de service de microfinance rurale et la très faible capacité locale de conservation et de transformation des produits agricoles sont autant de facteurs qui expliquent la déficience du secteur.

À cela s'ajoutent des difficultés d'accès aux marchés en raison notamment du manque d'équipements et d'infrastructures de transport, de stockage et de commercialisation, ainsi que l'absence d'information commerciale fiable.

Ces défis poussent la population, sans cesse croissante, à se replier et à recourir à l'exploitation abusive des ressources forestières comme principale source de subsistance.

La mauvaise gouvernance aux niveaux national et provincial semble être à la base de toutes ces faiblesses et contraintes. Il en va de même pour l'afflux de populations déplacées fuyant les conflits ainsi que la capacité limitée des communautés et de leurs organisations locales à résoudre leurs propres problèmes.

L'étude a permis d'identifier cinq chaînes de valeurs agricoles majeures autour de la RBY sur base de leur contribution aux moyens d'existence de la population et de leur potentiel à atténuer la pression sur la forêt à travers la sédentarisation et l'intensification de leur pratique. Il s'agit des cultures de manioc, maïs, riz, arachide et plantain.

Cependant, la productivité actuelle de ces cultures est très inférieure au potentiel pouvant être atteint dans le même environnement. Il s'agit d'une agriculture de subsistance itinérante sur brulis avec de graves conséquences en termes de pression sur la RBY (fig. 2). Les semences et matériels de plantation performants sont difficilement accessibles et les producteurs opèrent en ordre dispersé sans groupements en associations.





**Fig. 2 : Agriculture de subsistance itinérante sur brulis.**

L'étude de marché effectuée sur les produits dérivés de ces cultures révèle que la production locale ne satisfait pas totalement la demande. Environ 26% des denrées sont fournies par d'autres provinces ou sont importées.

Il ressort également que les profits et la valeur ajoutée varient en fonction des activités au sein de la chaîne de valeur. Les producteurs manipulent des produits à très faible valeur ajoutée. Les sous-produits issus de la transformation sont de piètre qualité, à faible valeur ajoutée et généralement fabriqués avec de maigres rendements vu les méthodes et équipements de transformation rudimentaires utilisés. Les nombreuses contraintes liées au transport (tracasseries administratives, mauvais état des routes, etc.) engendrent des pertes parfois considérables, réduisant les profits des transporteurs. La commercialisation est l'activité la plus profitable au regard des contraintes techniques et institutionnelles rencontrées par les acteurs en amont et en aval.

Les contraintes entravant l'achat et la consommation des produits sont essentiellement : le prix élevé surtout pour les denrées dont l'offre est insuffisante (riz, maïs, arachide), le faible pouvoir d'achat des consommateurs, les difficultés d'approvisionnement dues aux problèmes de transport et la faible qualité des produits disponibles.

Sur base des résultats de cette étude, il est recommandé de renforcer les capacités de chaque maillon des chaînes de valeur des cinq cultures ciblées. La priorité devra toutefois être accordée au manioc, riz et maïs.

Un système semencier fiable et durable pour chaque culture doit être mis en place pour fournir des variétés performantes et résistantes aux principales maladies. La technologie SAH (*Semi-Autotrophic Hydroponic*), déjà disponible à l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), permettrait la multiplication rapide des matériels de plantation. Les institutions de recherche et organisations telles que l'INERA,

l'IITA, Africa Rice et l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) pourraient être impliquées dans la recherche de variétés et techniques culturales afin d'améliorer les rendements et aider à renforcer les capacités des différents acteurs. Par ailleurs, le système de vulgarisation assurant le transfert des connaissances et résultats de la recherche vers les agriculteurs doit être réorganisé sur base des appuis antérieurs. Le secteur privé pourrait aussi intervenir dans la fourniture d'intrants.

Le développement de nouveaux systèmes agricoles sédentarisés utilisant la gestion intégrée de la fertilité du sol permettrait d'améliorer le rendement à l'hectare. L'introduction de cultures pérennes comme le café pourrait aussi aider à sédentariser l'agriculture.

Pour pallier la fluctuation saisonnière du prix des produits, il faudrait échelonner la plantation et la récolte du manioc et développer l'irrigation des céréales et légumineuses. Le développement des activités de transformation, conditionnement et stockage rendrait les produits disponibles toute l'année et contribuerait à stabiliser les prix.

Un partenariat et une collaboration entre tous les acteurs d'un même maillon de la chaîne de valeur amélioreraient les connaissances techniques, l'accès à des marchés plus rémunérateurs et le pouvoir de négociation et de lobbying.

Le renforcement des capacités au niveau des activités post-récoltes devrait s'accompagner de l'installation d'unités pilotes de stockage, transformation et vente. Ceci permettrait d'améliorer les gains des différents acteurs en augmentant la valeur ajoutée, tout en réduisant les pertes. Des unités communautaires pour assurer les premières étapes de transformation des manioc et maïs devraient être développées près des zones de production. Les étapes ultérieures de transformation seraient réalisées dans des centres urbains où l'énergie électrique est disponible. Ces efforts devront s'accompagner de plans visant à stimuler l'appropriation et la multiplication de ce genre d'investissements par les communautés. De plus, il faut faciliter l'accès au crédit en incitant des institutions de microfinance à s'implanter dans la zone et développer des produits financiers flexibles adaptés aux activités agricoles.

Afin de limiter les taxes formelles et informelles, des actions de plaidoyer et lobbying sont requises auprès des services concernés. De plus, le gouvernement et des partenaires de développement devront investir davantage dans les infrastructures telles que routes et marchés tout en assurant un climat des affaires favorable au développement des filières.

Le développement de ces chaînes de valeur aura pour effet d'améliorer l'offre, les qualités nutritionnelles et les gains des acteurs, de stabiliser les prix et d'augmenter la valeur des produits actuels tout en réduisant les pertes. Parallèlement, il permettra de créer de l'emploi y compris pour les jeunes et les femmes désintéressés par l'agriculture traditionnelle et qui représentent une menace éminente pour la réserve.

### 1. Résultats spécifiques et impacts attendus des activités du Projet FORETS

Les investigations sur les chaînes de valeurs agricoles s'inscrivent dans l'(es) activité(s) suivante(s) :

- OS2R2A1 : Étude des filières agricoles, sylvicoles et piscicoles
- OS2R2A2 : Évaluation des pratiques agricoles

Deux Indicateurs objectivement vérifiables sont associés à ces activités : les rendements de 3 principales cultures augmentent de 20% sur 750 ha d'ici 2021. Ensuite, 10 000 familles sont sensibilisées aux pratiques agricoles améliorées d'ici 2021.

- PSE - Indicateurs de bien-être humain : #1 (CSI), #2 (SCA), #4 (bien-être matériel par l'augmentation de l'agriculture).
- PSE - Indicateurs intégrité écologique : #6 (utilisation des terres) et #7 (couverture terrestre).

### 2. Rôles spécifiques des acteurs

Le schéma matriciel des rôles dans le cadre de ces activités est le suivant

Acteurs \ Rôles	Planification	Organisation	Coordination	Réalisation	Contrôle
CIFOR	X	X	X	X	X
R&SD	X	X	X	X	X
CIRAD – IITA*				X	
ICRAF*				X	
Secteur Privé*	X	X	X	X	X
INERA*	X		X	X	
CLD*	X	X	X	X	X

\* Procédure de sous-traitance, contrat de services, contrat de travaux, etc. tous basés sur la performance et la qualité des livrables, y compris la documentation de ceux-ci.

### 3. Bénéficiaires direct et indirects

Les bénéficiaires directs sont :

- Communautés locales travaillant avec le projet

Les bénéficiaires indirects sont :

- INERA

### 4. Gestion du risque et durabilité des impacts

La gestion du risque est essentiellement assurée par les obligations contractuelles de la procédure de sous-traitance, la concertation entre les parties-prenantes et l'existence d'un contrôle qualité.

La durabilité des impacts relève des parties prenantes, en particulier des bénéficiaires directs énoncés ci-avant.



Ce projet, qui est financé par l'Union européenne, est mené par le CIFOR dans le cadre du Programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA), avec l'appui financier des donateurs du Fonds du CGIAR : [on.cgiar.org/CGIARFundDonors](https://on.cgiar.org/CGIARFundDonors).



PROGRAMME DE RECHERCHE SUR les Forêts, les Arbres et l'Agroforesterie



IFA SOCIYA

UNIVERSITE DE KISANGANI



IITA



CIRAD



Photo : Axel Fassio/CIFOR

[cifor.org/forets](https://cifor.org/forets) | [forestsnews.cifor.org](https://forestsnews.cifor.org)



#### Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Le CIFOR contribue au bien-être humain, à l'équité et à l'intégrité de l'environnement en réalisant des travaux de recherche novateurs, en renforçant les capacités de ses partenaires et en nouant le dialogue avec tous les acteurs afin d'éclairer les politiques publiques et les pratiques qui touchent les forêts et les populations. Le CIFOR est un centre de recherche du CGIAR et dirige le Programme de recherche du CGIAR sur les forêts, les arbres et l'agroforesterie (FTA). Le siège du CIFOR est à Bogor, Indonésie, avec des bureaux à Nairobi, Kenya; Yaoundé, Cameroun et Lima, Pérou.

